

Communiqué de presse

# **Au moment où Suharto disparaît, le CADTM tient à rappeler la violence et la corruption de son régime dictatorial soutenu par le FMI et la Banque mondiale**

mardi 29 janvier 2008, par [CADTM](#) (Date de rédaction antérieure : 22 janvier 2008).

**Indonésie : Au moment où Suharto disparaît, le CADTM tient à rappeler la violence et la corruption de son régime dictatorial soutenu par le FMI et la Banque mondiale.**

Le CADTM regrette que ce dictateur corrompu et responsable de crimes contre l'humanité n'ait jamais été contraint de rendre des comptes. Pour le CADTM, l'impunité dont il a bénéficié jusqu'à sa mort est inadmissible. Pourtant, dès les années 1960, le peuple indonésien s'est vu ravir la possibilité de déterminer son avenir et Suharto y a joué un rôle essentiel. Avec la conférence de Bandoeng de 1955, l'Indonésie avait commencé à s'affirmer sur la scène internationale, mais devant la menace de voir ce pays jouer un rôle clé dans la mise en place d'un nouvel ordre mondial, les Etats-Unis et les institutions de Bretton Woods ont soutenu activement le général Suharto.

En 1966, après une répression massive provoquant la mort de plus de 500 000 personnes, Suharto a contraint le président Soekarno à lui transférer ses pouvoirs. Dès les jours suivants, le gouvernement des Etats-Unis a ouvert une ligne de crédit à l'Indonésie qui a très vite rejoint la Banque mondiale et le FMI que Soekarno avait quittés pour mener une politique indépendante.

Son régime est clairement dictatorial. Suharto a utilisé régulièrement la terreur et l'élimination physique contre ses opposants. Il a été réélu tous les cinq ans par une institution parlementaire composée à 60% de membres nommés directement par Suharto lui-même. En 1975, son armée a envahi le Timor oriental qui s'était libéré du joug portugais.

Selon les estimations, Suharto aurait détourné entre 15 et 35 milliards de dollars, devenant le chef d'Etat le plus corrompu du monde. Pourtant, l'Indonésie était un bon élève pour le FMI et la Banque mondiale qui ont entretenu pendant plusieurs décennies la vision d'un miracle indonésien tout en ayant pleinement conscience des pratiques frauduleuses du régime de Suharto.

En pleine guerre froide, Suharto était un allié stratégique du bloc occidental et l'argent prêté, largement détourné par le clan Suharto, a permis de s'assurer de sa docilité. Ce soutien financier des grandes puissances a permis des politiques contraires aux droits humains et une captation des ressources naturelles au bénéfice des sociétés transnationales, avec la complicité active de la classe dominante locale, de la Banque mondiale et du FMI. La dette extérieure publique de l'Indonésie a explosé pendant la dictature de Suharto, passant de 3 milliards de dollars à son arrivée au pouvoir pour atteindre 67 milliards de dollars en 1998. Pendant ce temps, les remboursements ont dépassé 120 milliards de dollars, véritable hémorragie de capitaux au détriment des conditions de vie du peuple indonésien qui n'a profité en rien de cette dette.

La crise du sud-est asiatique de 1997 a frappé durement l'Indonésie. L'ouverture sauvage au capital étranger, à la demande du FMI, avait contribué à une spéculation effrénée. En mai 1998, dans le cadre des accords signés avec le FMI, Suharto a éliminé les subventions sur les produits de base dont les prix ont nettement augmenté. Une immense mobilisation populaire a provoqué son départ. Mais aujourd'hui encore, les ravages de la dette se font sentir. Par exemple, pour se procurer les devises nécessaires au remboursement, des millions d'hectares de forêts primaires sont brûlés et remplacés par des plantations industrielles de palmiers à huile pour produire des agrocarburants, faisant de l'Indonésie le 3<sup>e</sup> émetteur mondial de gaz à effet de serre.

Le CADTM appelle l'Indonésie et tous les pays du Sud à enclencher une autre logique économique, respectueuse de l'humain et de l'environnement, à l'opposé de la logique néolibérale imposée aux forceps par l'intermédiaire d'une dette odieuse dont il faut revendiquer l'abolition immédiate.

#### *Contacts :*

Damien Millet, porte-parole du CADTM France,  
france cadtm.org , 00 33 6 60 54 27 13

Eric Toussaint, président du CADTM Belgique,  
international cadtm.org , 00 32 486 74 47 52

Juan Tortosa, porte-parole du CADTM Suisse,  
suisse cadtm.org , 00 41 22 733 40 83